

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

TROYES, le 21 décembre 2022

Nos réf. : SAU/VR/MT n° 22-543

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **PETITJEAN SAS**

52 Avenue du Maréchal Leclerc  
10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS

Code AIOT : 0005702070

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 octobre 2022 dans l'établissement PETITJEAN SAS implanté 52 Avenue du Maréchal Leclerc 10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS. L'inspection a été annoncée le 17 octobre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2022 concernant les ateliers de traitement de surface. L'analyse des accidents intervenus dans ces installations a révélé la faiblesse des moyens de première intervention. C'est pourquoi cette action a été ciblée sur les moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, RIA, poteaux incendie) et sur les moyens de confinement dans les installations relevant de la rubrique 3260.

La visite d'inspection du 16 juillet 2019 avait mis en évidence de nombreuses non-conformités portant sur les conditions d'exploitation de l'atelier de traitement de surface conduisant l'inspection à proposer un arrêté de mise en demeure. Cet arrêté a été pris le 9 octobre 2019.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PETITJEAN SAS
- 52 Avenue du Maréchal Leclerc 10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS
- Code AIOT : 0005702070
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société AL BABTAIN FRANCE est spécialisée dans la production de poteaux et de mâts en acier. La production de candélabres par PETITJEAN date de 1957. L'activité principale d'AL BABTAIN FRANCE réside dans la fabrication de poteaux et de mâts en acier destinés à l'éclairage des routes, des villes, des stades, des aéroports et des parking (mâts à couronne fixe ou mobile) et au transport de l'énergie électrique (lignes haute tension).

Les poteaux sont fabriqués à partir de tôles d'acier livrées en plaques pour les fortes épaisseurs ou en bobines pour les plus faibles épaisseurs ou en tubes pour l'aluminium.

Les installations sont autorisées depuis le 17 octobre 1997 et l'exploitant dispose de l'arrêté préfectoral d'autorisation consolidé du 8 février 2018

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action Nationale Traitement de Surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 09/10/2019, article 1	/	Astreinte	
7	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 09/10/2019, article 1	/	Amende	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
2	Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
4	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	/	Sans objet
5	Moyens de lutte incendie – moyens et entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société AL BABTAIN FRANCE est contraint de respecter l'arrêté préfectoral de mise en demeure de 9 octobre 2019. Face à l'inaction de l'exploitant et dans l'attente de la conformité de l'article 1 de la mise en demeure, l'inspection des installations classées propose de rendre la société AL BABTAIN FRANCE redevable d'une astreinte financière d'un montant journalier de 100 euros et d'une amende administrative de 500 €.

Les constats ont mis en évidence 3 non conformités qui font l'objet d'un projet d'astreinte journalière, d'une amende administrative et d'un projet de lettre préfectorale.

Afin de satisfaire aux exigences du projet d'astreinte journalière, l'exploitant est tenu dès à présent de mettre en place un dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie.

Afin de satisfaire aux exigences de la lettre préfectorale, l'exploitant transmettra sous un délai de 3 mois les justificatifs de conformité des installations susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Désenfumage – présence de DEFNC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> II. Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.
<b>Constats :</b> La surface totale du bâtiment dédié à la galvanisation est de 1564 m <sup>2</sup> . La zone encapsulée du bâtiment, bénéficiant d'un système de ventilation indépendant secouru, a une surface totale de 957 m <sup>2</sup> . Le désenfumage est assuré par extraction mécanique de 70 000 m <sup>3</sup> /h. La surface du hall restante est donc de 607 m <sup>2</sup> . Le désenfumage du bâtiment est obtenu par les ventêles verticales au droit de la surélévation du faîtage pour une surface total de 45,7 m <sup>2</sup> , correspondant à plus de 2 % de la Surface Utile d'Evacuation requise.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
<b>Constats :</b> Le désenfumage est assuré par des ventelles à commande manuelle. Les commandes manuelles sont présentes au niveau de chaque sortie du bâtiment.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Installations électriques – mises à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des installations électriques au titre du code du travail datant du 22 juillet 2022. 3 observations ont été relevées nécessitant une action corrective de l'exploitant avant le prochain contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 4 : Installations électriques – chauffage des bains

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
<b>Constats :</b> Les neuf cuves de rétention des bassins de traitement présentent chacune une alarme de niveau permettant de détecter la présence de liquide dans les rétentions. Ces alarmes sont reliées à l'astreinte. La personne d'astreinte serait en charge de l'arrêt du chauffage des cuves.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 5 : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
<b>Constats :</b> Dans le bâtiment de galvanisation, les moyens de lutte contre l'incendie sont convenablement répartis par la présence d'extincteur CO2 et d'extincteur eau. Les extincteurs sont vérifiés annuellement et le dernier contrôle a été réalisé en février 2022. Une poche d'eau incendie est également présente à proximité du bâtiment de galvanisation et des grands mâts avec un volume de 240 m <sup>3</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral de Mise en demeure du 09/10/2019, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La Société AL BABTAIN FRANCE, dont le siège social est situé 52 Avenue du Maréchal Leclerc à SAINT-ANDRE-LES-VERGERS, ci-après dénommé l'exploitant, est mise en demeure pour son site exploité à la même adresse, de respecter avant le 30 juin 2020 la première échéance fixée à l'article 11.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°BEC2018039-0001 du 8 février 2018 susvisé . En particulier l'article 11.3 de l'arrêté préfectoral susvisé prescrit que : « En application de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux ateliers de traitement de surface, qui prévoit que l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent et que en tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances très toxiques (...) en quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent (...). L'exploitant conduira les études de dimensionnement dans les 18 mois suivant la notification du présent arrêté, concomitant à l'étude prescrite à l'article précédent, et réalisera les aménagements nécessaires avant le 31 décembre 2020. »
<b>Constats :</b> Aucun dispositif de confinement des eaux d'incendie n'est présent pour le bâtiment de galvanisation. L'exploitant a tout de même réalisé les études de dimensionnement de confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie. Cette étude du 4 mars 2021 prévoit la mise en place d'un bassin de rétention de 186 m <sup>3</sup> de volume utile et la présence de 3 vannes martellières asservies ou manuelles. Le déclenchement de ces vannes lors d'un incendie aura pour effet de guider les eaux « souillées » vers le bassin de rétention. Par courriel du 16 décembre 2022, les services d'incendie et de secours de l'Aube ont précisé que la présence de métaux en fusion rend l'utilisation de l'eau incompatible mais que pour le reste du bâtiment son usage pour l'extinction restait la norme.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte Il en résulte de ce constat que la société AL BABTAIN FRANCE sise à SAINT-ANDRE-LES-VERGERS est en situation d'infraction aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° PCICP2019282-0001 du 9 octobre 2019. L'exploitant, présent au cours de cette visite, n'a pas remis en cause ce constat. (Code NATINF : 29664 - exploitation d'une installation classée soumise à autorisation non conforme à une mise en demeure.) Cette infraction – qui constitue un délit – ainsi que la peine qui lui est applicable, sont déterminées par l'article L. 173-1 du code de l'environnement.

**N° 7 : Confinement des eaux incendie – organes de commande**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La Société AL BABTAIN FRANCE, dont le siège social est situé 52 Avenue du Maréchal Leclerc à SAINT-ANDRE-LES-VERGERS, ci-après dénommé l'exploitant, est mise en demeure pour son site exploité à la même adresse, de respecter sous 24 h le dernier paragraphe de l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°BEC2018039-0001 du 8 février 2018 susvisé . En particulier le dernier paragraphe de l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral susvisé prescrit que : <i>«Le brûlage à l'air libre est interdit, à l'exclusion des essais ou exercices incendies. Dans ce cas, les produits brûlés sont préalablement identifiés en qualité et quantité.»</i>
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'un barbecue en extérieur brûlant des palettes de bois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende Il en résulte de ce constat que la société AL BABTAIN FRANCE sise à SAINT-ANDRE-LES-VERGERS est en situation d'infraction aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° PCICP2019282-0001 du 9 octobre 2019. L'exploitant, présent au cours de cette visite, n'a pas remis en cause ce constat. (Code NATINF : 29664 - exploitation d'une installation classée soumise à autorisation non conforme à une mise en demeure.) Cette infraction – qui constitue un délit – ainsi que la peine qui lui est applicable, sont déterminées par l'article L. 173-1 du code de l'environnement.